



La CGT et FO au tribunal contre Cerem'avenir



Dans la continuité des actions menées depuis fin 2019 contre Cerem'avenir avec comme point culminant la grève du 06 février avec plus de 25 % de grévistes, **la CGT et FO continuent la bataille contre le plan social par une action en justice.** Vos représentants CGT et FO du Cerema ont mandaté le cabinet d'avocats TTLA, cabinet ayant pour éthique de ne défendre que les victimes, afin d'attaquer les décisions prises suite au conseil d'administration du 16 juillet 2020.

Pourquoi ?

Depuis 2 ans, vos représentants CGT et FO, avec l'appui de l'UNSA, n'ont fait que combattre ce projet auprès de la direction du Cerema et de nos ministres de tutelle avec le soutien des agents. Force est de constater que nos revendications n'ont pas été prises en compte mais surtout que ce projet a eu un réel impact sur la santé des personnels. C'est ce que confirme l'expertise risque grave du cabinet Degest ce printemps : *« la moitié des répondants déclarent subir des atteintes à leur santé physique et/ou mentale depuis les annonces concernant le projet Cerem'avenir »*

La direction du Cerema a choisi de s'asseoir sur les constats du rapport d'expertise du cabinet Degest et d'avancer à marche forcée dans cette réorganisation sans une prise en compte sérieuse des troubles sur la santé qui risquent de s'aggraver encore.

La CGT et FO veulent par cette action stopper la direction du Cerema dans son accélération de la réorganisation. Il faut prendre le temps de mettre en place un véritable plan préventif et curatif, pour une réelle prise en compte des souffrances psychiques et psychologiques des agents au lieu du plan social d'aujourd'hui.

Comment ?

Depuis le début du projet, vos représentants CGT et FO ont alerté sur les risques en pointant les similitudes de notre réorganisation avec les plans sociaux de France Télécom. **C'est sur cette base que notre action en justice se fait.**

On constate aujourd'hui des retours nombreux d'agents perdus dans le processus de prépositionnement et cela amplifie les risques professionnels. La CGT et FO considèrent le plan d'accompagnement à la transformation insuffisant. Vos représentants CGT et FO demandent que les constats du rapport Degest soient pris au sérieux par la direction du Cerema ; des discussions doivent s'ouvrir avec les membres du CHSCTE pour trouver des solutions dignes du personnel du Cerema.